

Quel sera l'impact de l'IA sur l'économie?

TECHNOLOGIE Selon une étude de DigitalSwitzerland et Google, l'utilisation de l'IA dans les processus de Recherche & Développement et d'innovation offre à la Suisse un potentiel de gains de 15 milliards de francs. Des experts externes relativisent cette estimation

ANOUGH SEYDTAGHIA

L'intelligence artificielle (IA) doit offrir une vie meilleure à des millions de Terriens, doper la productivité mondiale et éradiquer des maladies, ont affirmé cette semaine des dirigeants de la Silicon Valley. L'intelligence artificielle va aussi contribuer à la prospérité économique de la Suisse, viennent d'ajouter Google et DigitalSwitzerland. Le géant californien et le lobby helvétique du numérique ont présenté mardi à Davos une étude commandée à Implement Consulting Group. Verdict: il faut accélérer l'adoption massive de l'IA dans le pays, notamment au sein des entreprises.

Selon Christine Antlanter-Winter, directrice de Google pour la Suisse, «le rapport montre que l'IA peut améliorer de manière significative les processus de Recherche & Développement en Suisse et ainsi contribuer à hauteur de 15 milliards de francs supplémentaires par an à l'économie suisse d'ici à 2034. Pour rester compétitifs dans cette nouvelle ère et tirer pleinement parti des avantages de l'IA, nous devons veiller à ce qu'elle profite à tous, afin que la Suisse reste non seulement prospère et innovante, mais aussi inclusive et responsable.» Les 15 milliards doivent doper la recherche. Et selon l'étude, ce montant est à ajouter aux 80 à 85 milliards de francs que l'IA doit ajouter au PIB (il s'était élevé à 854 mil-



«Le rapport montre que l'IA peut améliorer de manière significative les processus de R&D en Suisse»

CHRISTINE ANTLANGER-WINTER, DIRECTRICE DE GOOGLE POUR LA SUISSE

liards de francs en 2024) via une accélération de la croissance économique.

Liste de conseils

L'étude, commanditée bien entendu par des acteurs totalement impliqués dans la création et la vente de solutions d'IA, affirme que la recherche suisse sera accélérée de 10 à 20% via cette technologie, permettant d'accroître le PIB suisse de 1,7%. Le rapport affirme qu'il faut créer des modèles d'IA en Suisse et



«Compte tenu de la nature des organisations qui l'ont commandé, le rapport présente une vision très optimiste»

ÖYKÜ ISIK, PROFESSEURE DE STRATÉGIE NUMÉRIQUE ET DE CYBERSÉCURITÉ, IMD

créer des entreprises qui fourniront ces solutions.

En parcourant les 49 pages du rapport, on apprend que «plus de 115 start-up ont été fondées par d'anciens employés de Google en Suisse, ce qui a permis la création d'environ 1750 emplois». Et que ses auteurs, qui ne parlent pas de pertes d'emplois, préconisent d'encourager les investissements en IA, de développer des infrastructures numériques et de se calquer sur la régulation européenne.

Que penser des chiffres avancés? «Le cabinet de conseil a sa propre méthodologie, qui n'est pas détaillée. De plus, compte tenu de la nature des organisations qui l'ont commandé, le rapport présente une vision très optimiste. Et derrière l'étude, il y a une énorme chaîne d'hypothèses qui sous-tend ces calculs», estime Öykü Isik, professeure de stratégie numérique et de cybersécurité à l'IMD.

Selon l'experte, «le principal problème de ce rapport est que les avantages économiques qu'il met en avant sont explicitement subordonnés à «l'adoption généralisée de l'IA». L'adoption est moins présentée comme un obstacle comportemental ou organisationnel que comme un problème d'écosystème et d'exécution des politiques. Or les recherches montrent que dans la plupart des efforts de transformation numérique, axés sur les données, les véritables goulots d'étranglement sont d'ordre organisationnel: gouvernance faible, droits de décision flous, propriété fragmentée des données, culture d'évitement des risques et manque d'orientation stratégique sur les domaines où l'IA crée véritablement de la valeur.» Selon Öykü Isik, «les outils peuvent être achetés rapidement, mais changer la façon dont une organisation gère les données, valide les résultats et prend des décisions responsables prend des années».

Dans la pratique, l'adoption est ainsi inégale. «Quelques équipes

parviennent à réaliser des améliorations spectaculaires, tandis que de nombreuses organisations restent bloquées au stade des projets pilotes parce que les incitations, les modèles opérationnels et les contrôles des risques ne sont pas alignés. En Suisse, où l'économie dépend fortement des PME, ces facteurs deviennent encore plus critiques», poursuit Öykü Isik.

+1,7%

L'IA permettrait d'accroître le PIB suisse de 1,7%, selon un rapport réalisé pour DigitalSwitzerland et Google.

De son côté, Yvan Cognasse, directeur chez Oracle, confirme que selon ses propres études, il y a «une accélération massive en Suisse. Le déploiement de l'IA générative en production a fortement progressé en un an, passant de 21% à 52%. Cependant, la traduction en valeur économique immédiate reste encore un défi: 58% des entreprises suisses admettaient en 2025 avoir encore une mesure du retour sur investissement basique ou inexistante. Il y a donc un décalage entre le potentiel macroéconomique, cité dans l'étude de Google et DigitalSwitzerland et la maturité financière actuelle des entreprises (ce qui

ressort de nos recherches).» Pour Yvan Cognasse, «le chiffre de 15 milliards est donc crédible si la Suisse parvient à transformer son excellence académique et en recherche en succès commerciaux à grande échelle, ce qui reste notre talon d'Achille historique par rapport aux Etats-Unis».

Le souci? La lenteur décisionnelle

Enfin, les ordres de grandeur avancés dans le rapport sont jugés crédibles par Frédéric Matthey, administrateur de sociétés et spécialiste en IA, «mais ils ne se concrétiseront pas sans un changement profond sur le terrain», estime-t-il. «Pour les PME suisses, l'IA n'est plus un sujet d'innovation abstrait ou réservé aux grands groupes: c'est un levier immédiat de productivité, de différenciation et de compétitivité. Le principal frein aujourd'hui, c'est la lenteur décisionnelle et la difficulté à passer de l'expérimentation à l'industrialisation. Tant que l'IA restera confinée à des projets pilotes ou à des réflexions stratégiques, les 15 milliards de francs resteront un potentiel théorique.»

Frédéric Matthey affirme que «les PME qui intègrent l'IA de manière concrète dans leurs processus métier, Recherche & Développement, production, ressources humaines, relation client, prendront une avance structurelle que les autres auront beaucoup de peine à rattraper». ■

L'accord UE-Mercosur en suspens

COMMERCE Les eurodéputés ont voté à une courte majorité pour saisir la Cour de justice européenne sur la légalité du texte signé le 17 janvier. Après plus de vingt ans de négociations, sa mise en pratique pourrait donc être repoussée de plusieurs mois

PAUL ACKERMANN

Le serpent de mer de l'opposition au Mercosur bouge encore. Alors que l'accord européen de libre-échange avec les géants sud-américains, en discussion depuis plus de vingt ans, a été signé le 17 janvier par Ursula von der Leyen au Paraguay, après des mois de négociations tendues en dernière ligne droite, l'affaire que l'on pouvait croire pliée a été relancée par un vote de défiance du Parlement européen ce mercredi.

Une majorité d'eurodéputés (334 voix contre 324) ont effectivement voté en faveur d'une saisine de la Cour de justice de l'UE afin de vérifier la légalité de cet accord. La mise en pratique de l'accord pourrait donc être suspendue pour plusieurs mois. La Commission peut toujours appliquer le traité à titre provisoire, comme elle envisageait de le faire en attendant la ratification par ce même Parlement, mais ce geste de défiance devra certainement être pris en compte sous une forme ou une autre.

Des milliers d'agriculteurs, portés par l'ultra-puissante FNSEA française, manifestaient depuis mardi devant le Parlement de Strasbourg. Ils ont réagi à ce vote par des acclamations. Après un mouvement d'opposition musclée

très actif en France, les regards s'étaient effectivement tournés vers l'UE étant donné que l'opposition à l'accord était actée par tous les partis français et le gouvernement lui-même.

Devant le Parlement de Strasbourg, des milliers d'agriculteurs ont réagi au vote par des acclamations

Cette opposition générale au Mercosur en France était largement portée par un mouvement de sympathie dans l'opinion pour la mobilisation des agriculteurs au vu des témoignages de détresse économique d'un grand nombre d'exploitants. Dans un sondage Elabe publié en décembre 2025, 73% des personnes interrogées considéraient que l'Etat n'en fait pas assez pour l'agriculture, 70% se disaient opposés à l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur et 77% approuvaient la mobilisation. L'opposition française n'avait pas suffi



Manifestation d'agriculteurs, hier, devant le Parlement européen, à Strasbourg. (ROMEO BOETZLE/AFP)

à faire capoter la signature, étant donné que l'Italie avait fini par se dire favorable au libre-échange avec le Mercosur. Cet accord est très mal vu par les éleveurs de bovins qui dénoncent une concurrence déloyale sur les normes mais beaucoup mieux reçu par les industries d'exportation comme l'automobile.

L'Allemagne, grand soutien de l'accord, a réagi au vote de ce mercredi par la voix de son chancelier Friedrich Merz qui sur le réseau social X a déclaré: «La décision du Parlement européen concernant l'accord du Mercosur est regrettable. Elle témoigne d'une mauvaise appréciation de la situation géopolitique.» Le ministre des

Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a quant à lui tweeté que «le Parlement européen s'est exprimé en cohérence avec la position que nous avons défendue».

«Il est temps d'agir»

Pour lui, «la France assume de dire non quand il le faut, et souvent l'Histoire lui donne raison»

et «le combat continue pour protéger notre agriculture et garantir notre souveraineté alimentaire». «Un vote important, qui doit être respecté!», ajoutait le premier ministre Sébastien Lecornu.

«Le combat continue pour garantir notre souveraineté alimentaire»

JEAN-NOËL BARROT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FRANÇAIS

Le président du Rassemblement national Jordan Bardella est allé encore plus loin en écrivant: «Si la démocratie n'est pas définitivement devenue un vain mot au sein des institutions européennes, Ursula von der Leyen n'a pas le choix: elle doit maintenant entendre la voix des représentants des peuples et renoncer immédiatement à la scandaleuse application provisoire du Mercosur.» Friedrich Merz avait tweeté un peu plus tôt, «nous sommes convaincus de la légalité de cet accord. Il est temps d'agir. L'accord doit être appliqué à titre provisoire.» ■

CONJONCTURE

Comment les taxes de Trump secouent l'économie mondiale



Le terminal à conteneurs du port de Lianyungang, dans la province du Jiangsu (Chine), le 2 janvier. CFOTO/NURPHOTO VIA AFP

Éric Albert

Malgré la politique de droits de douane à tout-va de Washington, les Etats-Unis continuent d'afficher un déficit commercial très élevé, tandis que la Chine dégage un excédent record

ANALYSE

Le 2 avril 2025, le « jour de la libération », Donald Trump imposait une grande salve de droits de douane sur les importations du reste du monde, éructant contre « *le pillage, le viol et la mise à sac* » que les Etats-Unis subissaient, d'après lui, « *des nations proches et lointaines* » qui osaient avoir un excédent commercial avec son pays. Autrement dit qui exportent vers les Etats-Unis davantage de biens qu'ils n'en importent. Son objectif : mettre fin au grand déséquilibre économique mondial qui dure depuis des décennies, avec un énorme excédent chinois et un non moins abyssal déficit américain.

Huit mois plus tard, le président américain a imposé des droits de douane de 14 % en moyenne, leur plus haut niveau depuis quatre-vingts ans. Bilan ? « *Il n'y a guère de signes que ces importants déséquilibres aient changé* », résume Brian Coulton, chef économiste à Fitch Ratings, l'agence américaine de notation financière. Si le déficit américain semble se réduire légèrement – même si les données ne sont encore que partielles –, l'excédent chinois atteint en revanche un record.

Politiquement, rien de tout cela ne semble avoir le moindre impact sur Donald Trump, qui ne fait même plus semblant de parler des déséquilibres pour utiliser les droits de douane. Emmanuel Macron refuse de se joindre à son « conseil de la paix » ? Il menace d'imposer le vin et les champagnes à 200 %. Huit pays européens envoient des troupes symboliques au Groenland ? Ce sera 10 % de plus à partir du 1^{er} février. En rétorsion, le Parlement européen a suspendu, mardi 20 janvier, la ratification de l'accord commercial avec les Etats-Unis, dans lequel l'Union européenne (UE) s'engageait à réduire à zéro certaines barrières commerciales pour des biens américains.

Derrière le bruit et la fureur de ces derniers jours, il convient cependant de tirer un premier bilan du choc douanier sur les grands équilibres macroéconomiques mondiaux. Côté américain, la Maison Blanche célèbre de premiers résultats. En octobre, le déficit commercial sur les biens s'est réduit de 41 % par rapport à l'année précédente, à 59 milliards de dollars (plus de 50 milliards d'euros), son plus faible niveau depuis 2016.

Nouveau protectionnisme

Mais les analystes débattent sur l'interprétation à donner à ce chiffre. Est-ce une réduction durable du déficit ou une simple correction passagère ? Car sur les dix premiers mois de l'année en revanche, le déficit commercial américain reste en hausse de 7,7 % par rapport à l'année précédente, à un peu plus de 1 000 milliards de dollars, en raison du bond des exportations vers les Etats-Unis au premier trimestre, quand les entreprises américaines avaient réalisé des stocks en prévision des droits de douane. Pour Adam Slater, économiste au cabinet Oxford Economics, il y a un peu des deux : « *Une partie de la réduction du déficit américain est réelle* », estime-t-il.

En revanche, il n'y a aucun débat sur ce qu'il se passe de l'autre côté de la planète : l'excédent commercial chinois n'en finit pas de progresser. Certes, les exportations directes vers les Etats-Unis se sont effondrées de 27 % sur les dix premiers mois de l'année, parce que les barrières douanières sur les produits chinois – à 38 % en moyenne – sont les plus élevées de toutes. Mais les entreprises chinoises ont plus que compensé en vendant ailleurs dans le reste du monde. L'excédent commercial du pays en 2025 a fait un bond de 20 % par rapport à l'année précédente, à 1 200 milliards de dollars.

Deux phénomènes expliquent cette performance spectaculaire de l'empire du Milieu. En partie, les marchandises chinoises ont atteint les Etats-Unis par des routes détournées. « *On a vu une forte augmentation [des exportations vers les Etats-Unis] en provenance de trois pays : le Mexique, le Vietnam et Taïwan*, souligne M. Coulton. *Pour Taïwan, l'explication vient probablement de l'envolée des investissements dans l'intelligence artificielle* [qui nécessite de nombreuses puces électroniques, la spécialité du pays]. *Mais pour le Mexique et le Vietnam, il semblerait que ce soit des exportations chinoises redirigées.* »

L'autre phénomène est l'extrême agressivité commerciale de la Chine pour écouler ses excédents industriels. Face à une économie intérieure atone, les dirigeants chinois redoublent les aides aux exportateurs. Subventions, rabais fiscaux, terrains accordés à prix cassés... Des économistes du Fonds monétaire international ont estimé que les pouvoirs publics dépensaient 4 % du produit intérieur brut (PIB) en soutien aux entreprises. « *Cela trahit un certain désespoir du gouvernement chinois, qui voit les investissements dans le pays baisser et l'immobilier continuer à reculer* », estime M. Slater.

Cette aide massive permet à la Chine de pratiquer un véritable dumping sur le reste du monde, avec des prix à l'exportation en baisse de 4 % en moyenne cette année. Les pays d'Asie du Sud-Est en sont les premières victimes. Mais l'Europe le voit aussi dans certains secteurs.

Les droits de douane n'ont donc rien résolu. Pis, ils provoquent de vives tensions contre la Chine. « *Si le président Donald Trump et les leaders européens s'entendent encore sur quelque chose, c'est que les surplus de la Chine sont un problème* », écrit Barry Eichengreen, économiste à l'université de Californie, à Berkeley.

« S'entendre sur un diagnostic »

La France a d'ailleurs fait de la question des déséquilibres macroéconomiques une priorité pour le G7, dont elle a la présidence cette année. « *L'objectif est au moins de s'entendre sur un diagnostic et de dire qu'il vaut mieux réduire les déséquilibres en s'asseyant autour d'une table, sinon ils risquent d'être diminués de façon désordonnée, avec des conséquences néfastes pour toutes les économies* », dit-on à Bercy. Cela commence à être le cas, avec un nouveau protectionnisme qui s'érige à travers le monde contre les produits chinois. Le Mexique, la Turquie ou encore l'Indonésie ont pris diverses mesures en ce sens ces derniers mois. Dans l'UE, des droits de douane allant jusqu'à 35 % sur les véhicules électriques chinois ont été mis en place. « *La probabilité d'une guerre commerciale mondiale a augmenté* », estime M. Slater.

Pourquoi les droits de douane n'ont-ils pas fonctionné ? « *La vraie raison [du déséquilibre économique] est que les Etats-Unis consomment trop, que la demande y est plus forte que l'offre* », explique M. Coulton. L'inverse est vrai en Chine : les habitants y consomment trop peu, dans une économie qui frôle désormais la déflation.

Dans ces conditions, les vrais leviers sont ailleurs. La demande américaine vient notamment de l'énorme déficit budgétaire américain, qui frôle 6 % du PIB. Le réduire devrait résorber en partie la demande. L'ironie est mordante. Si Donald Trump s'inquiète vraiment des déséquilibres mondiaux, imposer un plan d'austérité serait un outil en or. Mais ce serait ralentir l'économie, ce qui est exclu.

L'équation chinoise est plus compliquée. Son gouvernement dépense déjà énormément, avec un déficit budgétaire officiel de 4 % du PIB, mais de 9 % en incluant l'ensemble des dépenses publiques. Difficile dans ces conditions de mettre en place un plan de relance efficace. « *On parlait déjà de ces déficits quand j'étais à l'université dans les années 1980* », conclut M. Slater. Droits de douane ou pas, les discussions risquent de se poursuivre encore longtemps.

Rentner und Kinderlose können profitieren

Die Individualbesteuerung bringt Pensionierten und Doppelverdienern mehr als manchen Familien – die Kritik der Gegner ist zwiespältig

FABIAN SCHÄFER, BERN

Heftig hat der Streit begonnen, und noch heftiger dürfte er weitergehen. Der Abstimmungskampf um die Individualbesteuerung, über die das Stimmvolk am 8. März entscheidet, weckt viele Emotionen. Vergangene Woche haben die Befürworter aus dem liberalen und dem linken Lager den Auftakt gemacht. Prompt meldeten sich die Gegner zu Wort: Die Befürworter wollten die Leute mit «Fake News» über den Tisch ziehen, schimpfte die SVP. Zusammen mit der Mitte-Partei hat sie am Dienstag die Nein-Kampagne offiziell lanciert.

Ein Streitpunkt betrifft die ewige Frage: Wer gewinnt, und wer verliert? Die Befürworter betonen die Vorteile für erwerbstätige Ehefrauen. Die Gegner halten dagegen, es würden vor allem wohlhabende Rentnerpaare entlastet. Laut der SVP profitieren vor allem jene, «denen es sowieso schon gutgeht»: Doppelverdiener mit hohen Einkommen. Hingegen müssten Familien, Alleinstehende und der Mittelstand mehr bezahlen, sagen die Gegner.

Gemäss den Zahlen des Bundes müsste nur eine Minderheit mehr Bundessteuern abliefern als heute: 14 Prozent der Steuerpflichtigen müssten nach der Reform mehr bezahlen als zuvor. Dies zeigen die jüngsten Schätzungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung. Für 36 Prozent würde sich nichts ändern. Ziemlich genau die Hälfte dürfte sich über eine Entlastung freuen. Unter dem Strich soll die Reform zu einer Entlastung der Privathaushalte von 625 Millionen Franken führen.

Überproportionale Entlastung

Damit ist aber noch nichts darüber ausgesagt, was die konkreten Auswirkungen auf einzelne Gruppen wie Familien oder Rentner sind. Auch dazu sind bei der Steuerverwaltung Zahlen verfügbar. Sie zeigen, wer die grossen Gewinner wären: in erster Linie verheiratete Rentner und in zweiter kinderlose Ehepaare.

In Zahlen ausgedrückt: Pensionierte Ehepaare machen nur 15 Prozent aller Steuerpflichtigen aus. Auf sie entfallen jedoch 36 Prozent der gesamten Entlastung (245 von 625 Millionen Franken). Ähnlich positiv sieht es für Doppelverdiener-Paare ohne Kinder aus, die ebenfalls stark überproportional entlastet werden: Sie machen 8 Prozent aller Steuerpflichtigen aus, sollen aber 16 Prozent der gesamten Entlastung erhalten.

Anders liegen die Dinge bei den Familien. Doppelverdiener mit Kindern würden im Durchschnitt zwar ebenfalls entlastet, aber nicht so überproportional wie Rentner und Kinderlose. Klar negativ ist die Bilanz hingegen für die Familien von gutverdienenden Unverheirateten sowie von Einverdiener-Paaren, bei denen ein Partner mehr oder weniger das gesamte Einkommen allein erzielt: Nach Schätzungen des Bundes müssen sie im Durchschnitt mit einer Steuererhöhung rechnen.

Um die Folgen für die verschiedenen Gruppen zu vergleichen, kann man ihre Steuerbelastungen ohne und mit Reform einander gegenüberstellen. Auch bei einer solchen Auswertung profitieren verheiratete Rentner am stärksten: Ihre Steuerbelastung nähme mit der Reform



So lässt es sich leben: Gutsituierte Pensionierte könnten mehrere tausend Franken Steuern sparen.

MOLLY DARLINGTON / REUTERS

im Durchschnitt um 16,7 Prozent ab. Das kann, je nach Konstellation, mehrere tausend Franken im Jahr ausmachen.

Dahinter folgen kinderlose Ehepaare, deren durchschnittliche Belastung je nach Aufteilung der Einkommen um 8,8 oder 6,3 Prozent abnehmen dürfte. Erst auf Platz 4 dieser «Rangliste» figurieren die ersten Familien: Doppelverdiener mit Kindern könnten sich auf eine Entlastung von immerhin 5,1 Prozent freuen. Ganz hinten folgen schliesslich die Einverdiener-Paare und die Unverheirateten mit Kindern. Bei

Individualbesteuerung

Eidgenössische Abstimmung
vom 8. März 2026

Letzteren dürfte die Steuerbelastung im Durchschnitt um 5 Prozent zunehmen.

In absoluten Zahlen sieht es etwas anders aus: Da kann die Steuererhöhung bei Einverdiener-Paaren ab Einkommen von 200 000 Franken gut und gern 3000 Franken oder mehr betragen. Bei Unverheirateten liegen die Mehrbelastungen tendenziell eher unter 1000 Franken.

Abzüge wirken sich weniger aus

Pensionierte sparen, Alleinerziehende legen drauf: Ist das der Weisheit letzter Schluss? Politisch kann man darüber streiten, technisch aber lassen sich die Unterschiede erklären. Bei pensionierten Ehepaaren sind die Einkommen wegen der AHV-Renten gleichmässiger auf Mann und Frau verteilt als bei jüngeren Paaren. Zudem können sie kaum je Doppelverdiener-Steuerabzüge geltend machen.

Beides bewirkt, dass Rentner heute besonders stark von dem Phänomen betroffen sind, das gemeinhin als «Hei-

ratsstrafe» bezeichnet wird: Ein Teil der Verheirateten muss mehr Bundessteuern bezahlen als ledige Paare, weil ihre Einkommen wegen der gemeinsamen Veranlagung zusammengezählt werden. Folglich gehören sie zu den natürlichen Nutznießern einer individuellen Besteuerung.

Dass die Reform für manche Familien tendenziell negative Folgen hätte, liegt an den Kinderabzügen: Sie werden zwar von 6800 auf 12 000 Franken erhöht, verlieren aber trotzdem an Bedeutung, weil sie künftig hälftig auf die beiden Ehepartner aufgeteilt werden. Somit tragen sie in vielen Fällen weniger zur Steuerreduktion bei als heute. Das gilt auch für jene Kinderabzüge, die direkt vom geschuldeten Steuerbetrag abgezogen werden.

Progression wird noch «steiler»

Bei den Alleinerziehenden kommt ein weiterer Punkt dazu: Sie geniessen heute das Privileg, dass bei ihnen der günstigere Verheiratetentarif angewendet wird. Dieser wird mit der Individualbesteuerung konsequenterweise abgeschafft.

Interessant ist der Blick auf die kinderlosen Unverheirateten: Bei ihnen zeigen sich die Veränderungen, die das Parlament am Tarif der Bundessteuer vorgenommen hat. Sie bewirken, dass die Unverheirateten in der Einkommensklasse der obersten 10 Prozent im Durchschnitt mehr Steuern bezahlen müssen.

Das liegt daran, dass das Parlament den Steuertarif noch ein wenig «steiler» ausgestaltet hat, als er bereits war: In höheren Sphären wurden die Steuersätze angehoben, in tieferen reduziert. Dies soll die Auswirkungen der Individualbesteuerung eindämmen. Denn ohne solche Korrekturen würde der Systemwechsel bewirken, dass Haushalte mit hohen bis sehr hohen Einkommen stark einseitig bessergestellt würden. Unter dem Druck der SP hat die Mehrheit im Parlament diesen Effekt gemildert.

Trotz diesen Korrekturen ist die Reform vor allem für gutsituierte Haushalte attraktiv. Rund 60 Prozent der steuerlichen Entlastung entfallen auf die obersten 30 Prozent der Steuerpflichtigen. Dies liegt jedoch in der Natur der Sache. Zahlreiche Steuerpflichtige bezahlen nur relativ wenige Bundessteuern, rund ein Viertel sogar gar keine. Wer nichts oder nur wenig abliefern kann, kann kaum oder gar nicht entlastet werden.

Kantone müssten nachziehen

Ohnehin lassen sich die individuellen Auswirkungen kaum in Worte fassen. Sie variieren nach Höhe des Einkommens und dessen Aufteilung unter den Ehegatten sowie nach Zivilstand und

Kindern. Die Zahlen des Bundes zeigen Tendenzen und Durchschnittswerte.

Hinzu kommt, dass bei Annahme der Reform sämtliche Kantone ihre Steuergesetze ebenfalls ändern und «individualisieren» müssten. Wie sie das machen, und wer dabei gewinnt oder verliert, ist völlig offen. Vor allem in Kantonen mit einer starken Progression könnten die Folgen relativ gross ausfallen, zumal die Kantons- und Gemeindesteuern für die meisten Haushalte stärker ins Gewicht fallen als die Bundessteuer.

Für die Gegner der Reform ist diese Konstellation praktisch: Sie können nach Belieben Beispiele konstruieren, um die Vorlage in den dunkelsten Farben darzustellen. Allerdings müssen sie aufpassen, dass ihnen die Aussagen von heute nicht morgen um die Ohren fliegen. Warnen sie zum Beispiel davor, dass nur reiche Doppelverdiener profitieren, könnte dies später gegen sie verwendet werden. Denn das Nein-Lager möchte die teilweise Benachteiligung der Ehepaare ebenfalls abschaffen. Die Mitte-Partei hat dazu sogar eine Initiative eingereicht, die jedoch weiterhin eine gemeinsame Besteuerung von Ehepaaren verlangt. Der Bundesrat hat bereits ein Modell erarbeitet, wie sich die Mitte-Initiative umsetzen liesse.

Auch in diesem System wären es vor allem Doppelverdiener mit hohen bis sehr hohen Einkommen, die profitieren würden. Einverdiener-Paare mit und ohne Kinder müssten je nach Umsetzung mehr bezahlen oder gleich viel wie heute. In jedem Fall würden sich auch bei der Mitte-Initiative knifflige Fragen stellen, etwa bei den Alleinerziehenden.

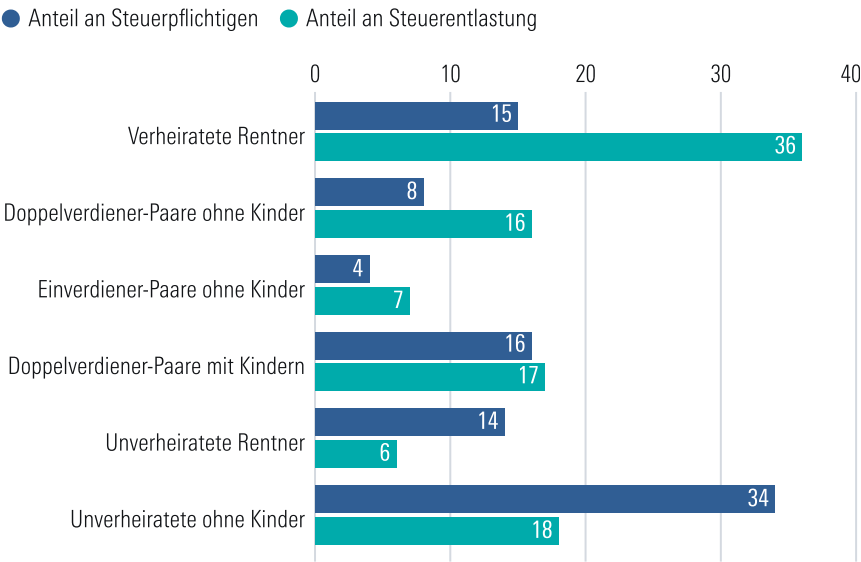
Falsche Hoffnungen geweckt

Allerdings ist unsicher, ob die Mitte ihre Initiative überhaupt noch an die Urne bringen wird. Sie könnte sie zurückziehen, falls die Individualbesteuerung am 8. März eine deutliche Mehrheit findet. Theoretisch könnte das Volk jedoch auch nacheinander beide Vorlagen annehmen. Dann wird es noch komplizierter. Der Bund müsste einen Weg suchen, um das Gesetz, das eine individuelle Besteuerung vorsieht, mit der Verfassung, die eine gemeinsame verlangt, in Einklang zu bringen.

Letztlich ist die Pointe stets dieselbe. Unter der vielzitierten «Heiratsstrafe», die fast alle Parteien beseitigen wollen, leidet nur ein bestimmter Teil der Ehepaare – und zwar eben gerade nicht jene, die politisch besonders hoch im Kurs stehen. Betroffen sind weder der breite «Mittelstand» noch die «Familien» als Ganzes, sondern vor allem gutsituierte Doppelverdiener und Rentner. Deshalb ist die allgemeine Forderung nach der Abschaffung der «Heiratsstrafe» stets populärer als ihre konkrete Umsetzung.

Drei Bevölkerungsgruppen profitieren überproportional

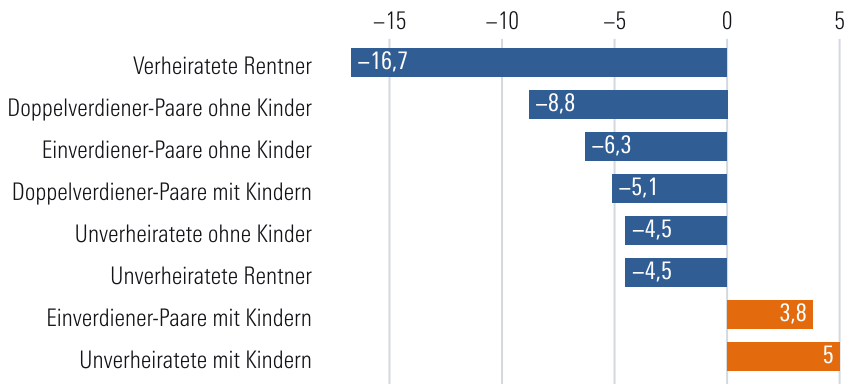
Entlastung durch die Individualbesteuerung nach Haushaltstyp, in Prozent *



* Lesebeispiel: Rentner machen 15 Prozent aller Steuerzahler aus, auf sie entfallen aber 36 Prozent der steuerlichen Entlastung. Nicht abgebildet sind die Gruppen, denen eine Steuererhöhung droht: Unverheiratete und Einverdiener-Paare mit Kindern. Einteilung der Ehepaare: Wer einen Zweiverdienerabzug macht, wird als Doppelverdiener gezählt.

Pensionierte und Kinderlose zahlen weniger, Alleinerziehende mehr

Durchschnittliche Veränderung der Bundessteuer durch die Individualbesteuerung, in Prozent (minus = Entlastung, plus = Mehrbelastung)



Ignazio Cassis prend-il le risque de torpiller la Genève internationale?

Politique extérieure Le Département fédéral des affaires étrangères déclare que la Suisse étudie les détails du «Conseil de la paix» de Donald Trump. Cette position est-elle un désaveu de l'ONU? Réactions contrastées.

Judith Monfrini

La Suisse a été invitée à rejoindre le «Conseil de la paix» du président américain, Donald Trump. Elle a été approchée le week-end dernier, selon le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) d'Ignazio Cassis. Son chef de communication, Nicolas Bideau, a indiqué, en marge du Forum de Davos, que «la Suisse étudie actuellement les détails de la charte et discute avec les parties concernées, dont les États-Unis».

Une déclaration qui surprend: le «Conseil de la paix» de Donald Trump semble vouloir supplanter l'ONU et faire fi de la Genève internationale. Mais qu'en pensent les parlementaires à Berne?

«Personne n'est dupe sur la nature de ce prétendu «Conseil de la paix». Il poursuit deux objectifs, le premier est de servir les intérêts politiques de Trump et le second vise à atomiser l'ONU», réagit Vincent Maître (Le Centre/GE), pour qui «c'est davantage un club de copains qu'un nouvel organe supranational pour la paix».

Le Genevois rappelle que tous ses membres devront faire allé-



Keystone/Laurent Gilliéron

Ignazio Cassis, le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères, au Forum de Davos.

geance à Trump et que le prix du ticket d'entrée est de 1 milliard. «On se croirait à une table de poker.» Pour lui, la Suisse, et son ministre des Affaires étrangères, doit s'en distancier «sur la forme comme sur le fond» pour rester crédible et continuer à offrir ses bons offices, de manière neutre, «selon des règles reconnues et fiables: tout l'inverse de Trump!»

Présidente des Verts, Lisa Mazzoni est consternée par la dé-

claration des services de Cassis. «Ce projet de Trump est dangereux, il n'a rien d'une contribution à la paix et vise à imposer son impérialisme et son autoritarisme.» Pour elle, la Suisse doit éviter à tout prix d'y prendre part, d'autant que Vladimir Poutine y est invité. «Notre pays doit avoir une position claire face au droit international, fondement de nos valeurs et de notre sécurité.» Elle estime que depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, le Conseil fédéral s'aplatit devant lui au lieu de défendre la vision démocratique de la Suisse.

Privilégier la réponse diplomatique

Même opposition du côté de Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE). «Donald Trump est un semeur de guerre et menace le monde. Son organisme n'est pas crédible. Les premiers pays à rejoindre son Conseil de la paix sont dirigés par l'extrême droite.» En tant que gardienne des Conventions de Genève, la Suisse doit privilégier la réponse diplomatique. «Il ne faut pas dire oui pour éviter des droits de douane plus importants.» Elle

condamne aussi le fait que Trump se retire des organisations internationales puis finance son propre plan.

De son côté, Céline Amaudruz (GE) rappelle que l'UDC était déjà contre l'obtention d'un siège suisse à l'ONU. «Notre parti prône une neutralité stricte et ferme, il n'est pas adéquat pour la Suisse de se positionner, quelle que soit la charte de ce plan de paix.» En tant que Genevoise, elle se dit particulièrement sensible au rôle de la Genève internationale comme lieu de dialogue, de médiation et d'action humanitaire. «Être neutre ne signifie ni approuver ni soutenir un camp, mais préserver la crédibilité indispensable pour faci-

liter le dialogue et accueillir les efforts diplomatiques.»

Retour du régime censitaire

C'est sans surprise du côté du PLR qu'on trouve des défenseurs d'Ignazio Cassis. Laurent Wehrli (PLR/VD) réfute tout manque de soutien à la Genève internationale de la part du ministre de son parti. Il rappelle le message concernant l'État hôte qu'il a délivré en juin au nom du Conseil fédéral.

Deux points toutefois le dérangent dans ce «Conseil de la paix»: le retour d'un régime censitaire, basé sur la richesse des participants, et la mise en place d'une gouvernance à vie du président des USA. «Il n'y a pas de volonté de chercher des solutions, mais plutôt une forme de colonisation.»

Mais le Vaudois estime que la Suisse ne pourra pas «faire sans» si un tel conseil voit le jour, «car cela aura des conséquences en géopolitique, cela pourrait créer un mouvement de fonds». Il précise que le sujet devra être traité par le Conseil fédéral et le parlement. «Il faut garder la tête froide et ne pas la plonger dans le sable comme une autruche non plus.»

«Il ne faut pas dire oui pour éviter des droits de douane plus importants.»

Laurence Fehlmann Rielle
Conseillère nationale (PS/GE)

Trump se défoule sur l'Europe et gifle la Suisse

Règlement de comptes à Davos Déchaîné, le président américain exige la vente du Groenland et présente la Suisse comme une profiteuse et une ingrate, qui n'existerait pas sans les États-Unis. Guy Parmelin fait le dos rond. Récit.

Arthur Grosjean
Envoyé spécial à Davos

Il se considère comme le meilleur président des États-Unis, mais surtout comme un messie, envoyé directement par Dieu pour sauver les USA. Ce qui ne l'empêche pas d'être tributaire de problèmes très profanes. Ainsi, en raison d'un dysfonctionnement électrique d'Air Force One, Donald Trump, en route pour Zurich, a dû faire demi-tour et changer d'avion. Problème résolu.

Le dysfonctionnement politique avec l'Europe, et une bonne partie du monde, est lui nettement plus sérieux. Le plan d'annexion du Groenland par Trump, sa guerre économique avec des tarifs douaniers agressifs et arbitraires provoquent la stupeur, la colère et le rejet. Ce mercredi à Davos, il y avait donc foule pour venir écouter ce président hors norme qui veut redessiner la carte du monde et imposer la loi du plus fort en politique et en économie.

La ruche du WEF grouillait de participants qui voulaient entrer dans le Congress Hall, voir de près la «bête politique» en action. Et surtout écouter son message. L'an passé à Davos, Trump était intervenu depuis Washington par écran interposé. Il avait promis un âge d'or économique aux businessmen du WEF de Davos. Puis, il y a eu la pluie inattendue des droits de douane, que le président français, Emmanuel Macron, a qualifiée de «crazy» (folle), ce mardi au WEF. Il a fustigé aussi les «brutes» qui mettent le monde sens dessus dessous.

Donald Trump sort l'artillerie lourde

Le président américain, directement visé, allait-il répondre à l'Europe en sortant le bazooka? Allait-il au contraire rectifier un peu le tir alors que son ministre du Trésor, Scott Bessent, demandait aux Européens de respirer un bon coup et de se calmer? Le monde attendait avec tension l'intervention en Suisse du «commandant en chef» américain pour savoir de quel côté allait pencher la balance trumpienne.

Eh bien, Donald Trump a sorti le bazooka et a défouaillé contre l'Europe, l'OTAN et même la Suisse! Et il a aussi répété que le Groenland devait être vendu aux États-Unis, seul pays capable de le protéger contre les menaces russes et chinoises.

«Virer les bureaucrates», la solution selon Trump

Reprenons dans l'ordre. Trump a d'abord dépeint une Europe faible, qui s'enfonce dans la crise. Pourquoi? D'abord parce qu'elle croule sous les dépenses étatiques alors que les États-Unis, eux, ont «viré les bureaucrates pour les remettre au travail dans l'économie privée».

Deuxième problème diagnostiqué par Trump: l'immigration: «J'adore l'Europe, mais je ne reconnais plus l'Europe», lâche-t-il avant de se concentrer sur le troisième problème qui, selon lui, explique la déconfiture de l'Europe: le prix de l'énergie. L'Europe, avec «la gauche radi-



Tapis rouge sur la neige blanche de Davos à l'arrivée mercredi après-midi du président américain, qui s'est déplacé entouré d'un dispositif de sécurité hors normes. Michael Buholzer/Keystone



Un discours lors duquel Donald Trump a notamment violemment attaqué l'Europe et le Danemark. Fabrice Coffrini/AFP

cale en Allemagne», a fait exploser les prix de l'énergie en misant sur le renouvelable, «l'arnaque verte» selon ses mots, et en bannissant le nucléaire et les énergies fossiles. Il y voit un suicide économique.

À l'inverse, il dépeint les États-Unis comme le pays de Cocagne depuis qu'il a repris les rênes. La bourse explose, l'inflation recule et la population l'adore. Il n'y a que les médias qui ne l'aiment

pas et donnent de sa présidence une vision biaisée.

«Le Groenland, notre territoire»

Des États-Unis au top, une Europe affaiblie, Donald Trump en arrive à la conclusion naturelle qu'il faut lui céder le Groenland. Cette «pièce de glace» immense ne peut être défendue ni par le Danemark, ni par l'Europe, mais uniquement par les USA. Qui

disparaître le problème», a ajouté le ministre. «Il est dit très clairement qu'il «vaut mieux posséder que louer» [le territoire], et que le Danemark n'est pas capable d'assurer la protection du Groenland.»

Donald Trump a exclu pour la première fois mercredi lors du Forum économique mondial l'usage de la force pour mettre la main sur l'immense île arctique, territoire autonome danois. Il a néanmoins exigé des «négociations immédiates» sur son acquisition par les États-Unis.



Le président, Guy Parmelin, Ignazio Cassis et Karine Keller-Sutter ont rencontré Donald Trump à l'issue du show. Laurent Gilliéron/Pool/AFP

l'ont déjà fait par le passé, lors de la Seconde Guerre mondiale. «Si nous n'avions pas été là, les Européens parleraient l'allemand et un peu le japonais», assène-t-il.

«Le Groenland, c'est notre territoire. Et nous sommes les seuls à pouvoir défendre cet endroit stratégique», estime-t-il. Il s'en prend alors frontalement à l'OTAN, que les États-Unis portent depuis des décennies à bout de bras, «sans rien

À la sortie d'une réunion parlementaire avec le ministre de la Défense, Troels Lund Poulsen, M. Løkke Rasmussen a réitéré que le territoire n'était pas à vendre. «On ne négocie pas des êtres humains. On peut commercer entre des personnes, mais on ne négocie pas des personnes.» Il est également revenu sur ce qui avait été décidé lors de la réunion entre lui, son homologue groenlandaise, Vivian Motzfeldt, le vice-président J. D. Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio le 14 janvier à Washington. «Cet

obtenir en retour». Et de demander qu'on lui vende le Groenland. Et si c'est non, va-t-il le prendre par la force? Non. «Je ne veux pas user de la force», déclare-t-il. «Mais les USA s'en rappelleront.»

Et il enchaîne en mettant la pression sur l'Europe. Comment? En laissant supposer qu'il pourrait se désintéresser de l'effroyable guerre en Ukraine, «qui ne concerne pas les États-Unis».

accord prévoit des discussions de haut niveau pour voir si nous pouvons répondre aux préoccupations américaines sans franchir nos lignes rouges», a souligné Lars Løkke Rasmussen. «Nous ne négocierons jamais en renonçant à des principes fondamentaux. Nous vivons en 2026, dans un ordre international fondé sur le droit, la souveraineté des États et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – un ordre que les États-Unis eux-mêmes ont contribué à bâtir après la Seconde Guerre mondiale.» (AFP)

La partie la plus inattendue? Celle sur la Suisse. Il se déchaîne contre notre pays, présenté comme un profiteur éhonté en raison de sa balance commerciale excédentaire de 41 milliards avec les États-Unis. Pour Trump, c'est quasi du vol qui a été possible par la naïveté sans bornes des USA. Mais c'est terminé.

Et Trump rappelle comment il a dû remettre à l'ordre l'ancienne présidente de la Confédération (il parle de première ministre...) qui essayait de lui faire la leçon. Karin Keller-Sutter appréciera. Elle se consolera en réécoutant le passage trumpien du discours sur le président français, Emmanuel Macron, accusé lui de s'être couché sur le prix des médicaments quand Trump l'a menacé de taxer les vins français.

«Sans nous, la Suisse ne serait plus la Suisse»

Donald Trump affirme encore n'avoir rien contre la Suisse. «On ne veut pas détruire la Suisse. Mais sans nous, la Suisse ne serait plus la Suisse!» En clair, la prospérité de la Suisse n'existe que par le bon vouloir des États-Unis qui lui ont laissé un peu trop facilement lui fourguer des Rolex.

«Si nous n'avions pas été là, les Européens parleraient l'allemand et un peu le japonais.»

Donald Trump

Comment réagit le président de la Confédération, Guy Parmelin, à cette gifle? Étonnamment bien. Il raconte que l'entretien avec Donald Trump et son équipe, après le discours, a été «très courtois». Et qu'il a fait remarquer au président américain que les États-Unis n'avaient plus un déficit commercial de 41 milliards avec la Suisse mais un bénéfice de 8 milliards. Il a encore remercié Trump pour sa venue à Davos, «car le WEF de Davos n'est pas Davos sans la présence d'un président américain». La ministre Karin Keller-Sutter était présente à l'entretien et Trump l'a même qualifiée cette fois-ci de «tough», ce qu'on pourrait traduire par «forte» ou «dure à cuire».

Absence de colonne vertébrale?

On a quand même posé la question à Guy Parmelin de savoir si le Conseil fédéral avait une colonne vertébrale dans la mesure où Trump insulte publiquement la Suisse, se moque de son ancienne présidente et le président Parmelin se contente de le féliciter ensuite pour sa présence à Davos. Réponse laconique de Guy Parmelin, le visage fermé: «C'est la diplomatie.»

On comprend que la Suisse applique sans états d'âme sa realpolitik qui consiste à faire le dos rond pour préserver ses intérêts économiques face aux foudres du président de la première puissance mondiale.

Schweizer behalten alte Autos länger – das schadet dem Klima

Daten zur Mobilität Nur noch 233’737 Neuwagen wurden 2025 verkauft – ein historischer Tiefstand. Das Problem aus Sicht des Klimaschutzes: Wer ein älteres Auto fährt, stösst mehr CO₂ aus.

Benjamin Bitoun

Die Autohändler haben ein historisch schlechtes Jahr hinter sich. In 25 Jahren haben Schweizerinnen und Schweizer noch nie so wenige neue Autos gekauft. Gerade einmal 233’737 Neuwagen wurden 2025 verkauft – nochmals über 2 Prozent weniger als im schwachen Vorjahr. Es ist das sechste schlechte Jahr in Folge.

Damit setzt sich ein Trend fort, der seit einem Vierteljahrhundert fast nur eine Richtung kennt: nach unten. Sogar während der Finanzkrise von 2009 wurden mehr Autos gekauft. Ebenso 2020 – im Coronajahr. Heute liegt die Anzahl neu zugelassener Autos rund 26 Prozent tiefer als im Jahr 2000.

In der Schweiz, ehemals das Land der Sonntagsausfahrten und der Autopartei, die noch Anfang der 1990er mit acht Sitzen im Nationalrat vertreten war, scheint der Autoboom definitiv vorbei.

Das trifft umso mehr zu, wenn man berücksichtigt, dass die Bevölkerung im gleichen Zeitraum um 25 Prozent von 7,2 auf über 9 Millionen Menschen gewachsen ist. Immer mehr Menschen, immer mehr Autos – diese als Naturgesetz angenommene alte Gleichung scheint nicht mehr aufzugehen.

Da stellt sich die Frage: Ändern die Bewohnerinnen und Bewohner der Schweiz gerade ihr Mobilitätsverhalten?

Mit Blick auf die Klimaziele wirkt die rückläufige Anzahl neuer Autos auf der Strasse rein intuitiv wie eine positive Nachricht. Mehr noch, weil sich vor allem die klassischen Verbrenner im freien Fall befinden. Der Verkauf von neuen Benzinern ging gegenüber dem Vorjahr um fast 20 Prozent zurück, derjenige von Dieselautos sogar um 30 Prozent.

Weniger Neuwagen bedeutet nicht mehr Klimaschutz

Bei genauerem Hinsehen zeigt sich jedoch, dass weniger Neuwagen keineswegs automatisch mehr Klimaschutz bedeutet. Zwar gewinnt der öffentliche Verkehr gemäss Zahlen des Bundes in den letzten Jahren im Vergleich zum Auto leicht an Boden.

Doch gleichzeitig wird in der Schweiz kaum weniger Auto gefahren. Vielmehr werden alte Autos einfach zehn Jahre behalten, drei Jahre länger als noch im Jahr 2000 – und stossen dadurch im Schnitt deutlich mehr schädliche Klimagase aus, als das bei Neuwagen der Fall ist.

Erschwerend kommt hinzu, dass die Verkäufe von E-Autos weiter hinter den Erwartungen zurückbleiben. Zwar belegt das Model Y von Tesla mit Rang zwei eine Spitzenposition in der Schweizer Verkaufsrangliste. Doch insgesamt schaffen es lediglich drei reine Elektroautos unter die 15 meistverkauften Modelle der Schweiz. Das beliebteste Auto ist dagegen ein SUV von VW, den es nicht als reines E-Auto zu kaufen gibt.

Eigentlich sollte mittlerweile die Hälfte aller Neuwagen mit Strom fahren, in der Realität sind



Die Neugierde auf das neue Auto ist verfliegen: Die Neuwagenverkäufe sind so tief wie seit 25 Jahren nicht mehr. Collage: Michael Treuthardt; Fotos: Imago

es erst 34 Prozent. Damit gehört die Schweiz im europäischen Vergleich nicht mehr zur Spitzengruppe.

Die Schweizer Autoimporteure stellt das vor ein doppeltes Problem: Nicht nur machen ihnen die rückläufigen Verkaufszahlen zu schaffen. Gleichzeitig hätten sie etwa doppelt so viele umweltfreundliche Elektroautos ver-

kaufen müssen wie 2024, um die strengeren CO₂-Grenzwerte einzuhalten und keine Sanktionen bezahlen zu müssen. Weil sie dieses Ziel um Längen verfehlt haben, müssen sie laut dem Branchenverband Auto Schweiz Strafen im «dreistelligen Millionenbereich» bezahlen.

An der Jahrestagung vom Dienstag schlugen die Autoim-

porteure deshalb Alarm, und sie richten Forderungen an die Adresse ihres ehemaligen Präsidenten: an Verkehrsminister Albert Rösti (SVP). Denn in der fehlgeleiteten Politik des Bundes und dessen widersprüchlichen Signalen zur E-Mobilität sehen sie die Hauptursachen der anhaltenden Verkaufsflaute.

Auto-Schweiz-Sprecher Frank Keidel sagt: «Für ein beschleunigtes Wachstum braucht es eine E-Mobilität-freundliche Politik samt tieferen Strompreisen und einen Ausbau der öffentlichen Ladeinfrastruktur in den Städten.»

Finanzielle Entlastung der Fahrer gefordert

Neben verbesserten Rahmenbedingungen fordert der Branchenverband vom Bund eine finanzielle Entlastung der Autofahrenden sowie die Abschaffung der vierprozentigen Importsteuer auf Autos. Diese war 1997 eingeführt worden, um Einnahmeverluste durch den Abbau von Zöllen aufgrund von Freihandelsabkommen auszugleichen. Seit 2018 fliessen die Gelder in den Fonds für Nationalstrassen und Agglomerationsverkehr.

Weil die Schweiz jedoch im Gegensatz zu Nachbarländern wie Deutschland, Italien oder Frankreich gar keine eigene Autoindustrie besitzt und in den Zollverhandlungen mit den USA alle anderen Industriezölle abgeschafft hat, sieht Auto Schweiz in der Importsteuer einen ungerechtfertigten Zoll sowie eine An-

omalie – noch dazu eine schädliche: Als nämlich der Auto-Zoll im Jahr 2024 auf Elektrofahrzeuge ausgeweitet wurde, gingen die Verkaufszahlen laut Verband gegenüber dem Vorjahr um 12,5 Prozent zurück.

Verkehrsminister Rösti steht im Gegenwind

Ein ähnlicher Einbruch drohe nun auch beim Schwerverkehr, warnt Auto-Schweiz-Sprecher Keidel. Dieses Mal durch die für 2029 geplante Ausweitung der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe auf elektrische Lastwagen. «Wir sehen bereits jetzt, dass deswegen die Nachfrage nach E-LKW zurückgeht», so Keidel. Denn anders als zuweilen bei Personenwagen kaufe niemand einen E-Lastwagen, «weil er Elektromobilität cool findet». Dazu seien die Margen zu knapp. Wie zuvor bereits bei den Personenwagen drohe der Bund auch bei der Elektrifizierung des Schwerverkehrs eine zu Beginn vielversprechende Entwicklung wieder abzuwürgen.

Unter dem Druck der rückläufigen Autoverkäufe schlägt Bundesrat Rösti 2026 ausgerechnet aus seiner alten Branche ein härterer Gegenwind entgegen.

Zumindest für Auto Schweiz ist die Sache klar: Der Bund müsse sich entscheiden, sagt Sprecher Frank Keidel. Entweder wolle man die Klimaziele ernst nehmen oder aber mehr Einnahmen generieren. «Beides gleichzeitig geht nicht.»

Nur drei E-Autos unter den meistverkauften Neuwagen

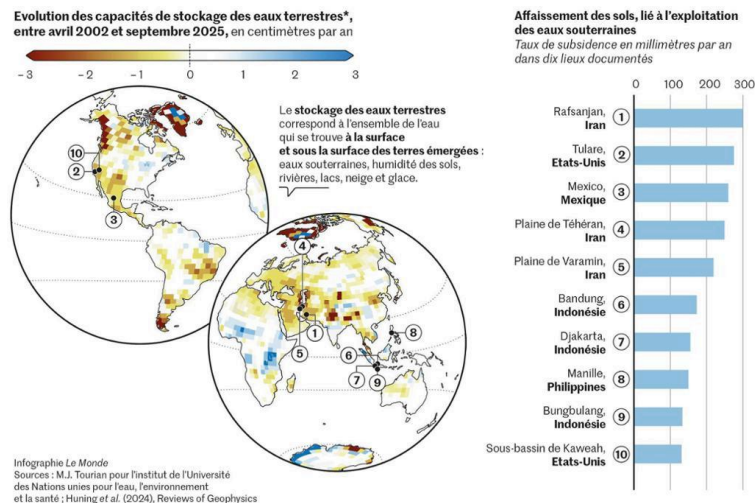
Autoverkäufe im Jahr 2025

1	Volkswagen Tiguan	5181
2	Tesla Model Y*	5080
3	Mercedes GLC-Klasse	4299
4	Volkswagen Golf	3985
5	Škoda Kodiaq	3895
6	Škoda Karoq	3452
7	Škoda Elroq*	3448
8	BMW X1	3428
9	Audi Q3	3416
10	Toyota Yaris	3313
11	Škoda Octavia	3088
12	Dacia Sandero	3066
13	Škoda Fabia	3025
14	BMW X3	3007
15	Škoda Enyaq*	2859

* bei diesen Modellen handelt es sich um E-Autos.

Tabelle: bit / Quelle: Auto-Schweiz

L'humanité menacée d'une « faillite hydrique »



Léa Sanchez

Un rapport publié mardi alerte sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'eau douce au niveau mondial

La planète « est entrée dans l'ère de la faillite hydrique mondiale ». A quelques mois de la prochaine conférence des Nations unies sur l'eau, prévue en décembre aux Emirats arabes unis, Kaveh Madani, le directeur de l'Université des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé, alerte sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'eau douce au niveau mondial. Dans un rapport publié mardi 20 janvier, il assure que « le monde vit déjà au-delà de ses moyens hydrologiques ».

Dans ce document, le spécialiste des ressources hydriques s'appuie sur une métaphore financière pour déplorer la « liquidation » d'une « forme de capital naturel ». Dans cette analogie, les systèmes dont le renouvellement est le plus rapide – comme les lacs, les rivières ou les sols – sont comparés à un compte courant. Les glaciers sont à l'inverse assimilés à un livret d'épargne, à l'instar des nappes profondes. Pour mener leurs multiples activités, les humains puisent dans ces différentes réserves, sans que leur recharge suffise à compenser les prélèvements.

Le déséquilibre – que le rapport apparente à une insolvabilité bancaire – est devenu structurel à de nombreux endroits du globe. En surface, environ 35 % des zones humides ont disparu en un demi-siècle, et la moitié des grands lacs du monde ont vu leur superficie diminuer depuis le début des années 1990, à l'instar du Grand Lac Salé, dans l'Utah (Etats-Unis). Ces tendances concernent aussi les eaux souterraines : environ 70 % des principaux aquifères présentent des niveaux à la baisse à long terme, note le rapport. Ces masses d'eau sont très sollicitées : les nappes fournissent quelque 50 % de l'eau domestique mondiale et plus de 40 % des apports pour l'irrigation.

Cette « épargne » des sociétés humaines a été grignotée, jusqu'à atteindre un état d'épuisement critique à de nombreux endroits. Or, son renouvellement peut être très lent et prendre des dizaines d'années, voire davantage. Sa fragilisation vient se doubler de l'affaiblissement de la cryosphère, avec le réchauffement climatique. Si la fonte accélérée des glaciers augmente temporairement les débits des rivières, elle se traduit à terme par un effondrement de la masse glaciaire mondiale. L'image bancaire s'arrête là : les réserves d'eau ne sont « pas des billets imprimés par la Banque centrale » à même d'être remplacés, explique M. Madani au Monde.

Dimension irréversible

La « faillite hydrique » se caractérise par sa dimension irréversible. Les capacités de stockage sont, par exemple, amoindries par la surexploitation des eaux souterraines, qui facilite le tassement des aquifères. Des métropoles comme Mexico sont concernées par cette déformation des réservoirs du sous-sol. Celle-ci contribue à un enfoncement du sol qui peut dépasser 250 millimètres par an. Ce phénomène qui fragilise les infrastructures urbaines touche plus de 6 millions de kilomètres carrés dans le monde. Ils incluent 231 000 kilomètres carrés de zones urbaines denses, où réside près de 25 % de la population mondiale.

Dans certaines zones côtières, notamment en Asie du Sud-Est, les taux d'affaissement moyens dépassent le rythme d'élévation du niveau de la mer – cela concerne 18 des 40 deltas étudiés dans une étude parue dans la revue scientifique *Nature* mi-janvier. Ces territoires littoraux aux pompes excessives sont aussi très exposés à des intrusions d'eau salée pérennes dans les aquifères. Plus largement, la surexploitation des eaux souterraines vient, dans de nombreux territoires, se doubler d'une dégradation des ressources restantes en raison, entre autres, de la pollution – d'autant plus concentrée que l'eau manque pour la diluer.

Le stade de « *faillite* » n'est pas encore atteint dans tous les bassins, indique le rapport de M. Madani. L'inventaire des milieux irrémédiablement endommagés est une « *sonnette d'alarme* » bienvenue, juge Christelle Marlin, chercheuse en hydrogéologie et en géochimie à l'université Paris-Saclay, qui n'a pas participé au rapport. « *Il faut que chacun se rende compte que ces processus ne touchent pas que les zones identifiées comme arides* », assure cette professeure rattachée au laboratoire Metis de Sorbonne Université et du CNRS. S'il trouve que les « *messages globaux proposés ici sont à nuancer à l'échelle locale* », Yves Trambly, directeur de recherche en hydrologie à l'Institut de recherche pour le développement, qui n'a pas non plus contribué à cette publication, salue « *le changement de paradigme qui est proposé* ».

Le terme de « *crise* », couramment employé, induit en effet une problématique temporaire. « *Comment un pays peut-il être en situation de crise hydrique pendant cinquante ans ?* », interroge M. Madani, qui a commencé à utiliser le concept de « *faillite hydrique* » pour l'Iran il y a une décennie. L'enjeu dépasse le vocabulaire : alors que la gestion de crise cherche à revenir à un état antérieur, accepter l'irréversibilité de la situation suppose de reconnaître qu'il n'y a « *pas assez d'eau, en raison de problèmes de qualité ou de quantité, pour satisfaire toutes les demandes* », complète M. Madani.

Repenser le système

Dès lors, les autorités peuvent renégocier les demandes et engager des politiques d'adaptation, notamment dans le secteur agricole. Il s'agit aussi de repenser le système dans sa globalité, avec ses différences échelles de gouvernance. « *Tout est interconnecté*, constate Christelle Marlin. *Par exemple, on peut être vertueux à l'échelle nationale en matière de gestion d'eau mais avoir importé des produits alimentaires ou des vêtements dont la production aura nécessité beaucoup d'eau dans des bassins en déficit chronique.* »

L'eau est à la croisée de questions économiques, diplomatiques, environnementales, climatiques et de justice sociale. Des exemples de coopération transfrontalière « *avec une vision de long terme* » existent, par exemple sur le fleuve Sénégal, signale Simon Porcher, professeur en sciences de gestion à l'université Paris-Dauphine. Mais le chercheur rappelle que l'eau douce reste « *une variable secondaire au sein des instances internationales existantes* », qui ne bénéficie pas de sa propre COP.

Barbara Pompili, ambassadrice déléguée à l'environnement, qui entend « *porter haut les enjeux de l'eau dans le multilatéralisme* », plaide pour une « *régularité* » des Conférences des Nations unies sur l'eau. Les prochaines, prévues fin 2026, et en 2028, sont « *une fenêtre politique rare pour redéfinir l'agenda mondial en matière d'eau douce afin de l'adapter aux réalités de la faillite mondiale de l'eau* », estime le rapport de M. Madani.

Huit ans après «No Billag», la droite revient à la charge pour couper le robinet du service public

Bientôt la redevance à 200 francs?



BALZ RIGENDINGER, SWISSINFO

Votations ► Avec l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!» soumise au peuple le 8 mars prochain, les initiants veulent réduire la redevance SSR et exonérer les entreprises du financement des médias de service public.

Les opposants, qui la jugent trop radicale, s'inquiètent des conséquences d'un oui pour la cohésion nationale et la démocratie. Les enjeux du scrutin en 6 points.

1 D'où vient l'initiative SSR?

Il s'agit de la deuxième tentative de réduire le financement de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR). La première, plus radicale, était l'initiative «No Billag», rejetée par les votants à plus de 71% en 2018.

Le texte émane d'un comité de représentants de l'UDC, de l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et du Parti libéral-radical (PLR). Si l'UDC argumente essentiellement sur les contours et l'orientation de la SSR, le PLR et l'USAM critiquent la ponction imposée aux entreprises.

2 En quoi consiste la proposition?

Les initiants veulent que la Confédération perçoive une redevance de 200 francs par an et par ménage, contre 335 francs actuellement. Les entreprises et les sociétés, qui contribuent aujourd'hui selon leur chiffre d'affaires, seraient quant à elles totalement exemptées.

Selon le texte, le montant total des recettes tirées de la redevance ne doit pas augmenter si le nombre de ménages en Suisse venait à croître. Au contraire, la redevance devrait alors être réduite en conséquence.

En revanche, les initiants souhaitent que la part relative de chaque région linguistique dans le partage des recettes ne change pas et que les médias privés continuent à toucher les montants actuels issus de la redevance.

3 Comment la SSR se finance-t-elle?

Le budget annuel de la SSR s'élève à 1,56 milliard de francs. Les recettes de la redevance y contribuent à hauteur de 1,3 milliard (chiffres de 2024) – soit 83% du budget. Les recettes commerciales couvrent 13% du budget, issues essentiellement de la publicité et du sponsoring.

Les autres recettes représentent 4% du budget, dont une partie relève du financement par la Confédération du mandat pour l'étranger de la SSR. Cela permet par exemple de cofinancer à hauteur de 50% Swissinfo, la plus petite unité d'entreprise de la SSR.

En Suisse romande, la RTS perçoit 32% du budget de la SSR tout en ne générant que 23% des



Pour les initiants, il faut ramener le service audiovisuel public à sa mission de base, dont il s'est éloigné. KEYSTONE

recettes. La Suisse italienne profite plus encore de cette clé de répartition, avec la RSI qui reçoit 22% du budget, les régions italophones ne générant que 4% des rentrées à l'échelle nationale.

Son budget permet à la SSR de produire dix-sept programmes radio et sept programmes TV dans les quatre régions linguistiques, de même que des offres en ligne comme Swissinfo et tvsvizzera.it. «Notre multilinguisme occasionne quelque 40% de nos coûts», indique la SSR à ce propos.

4 L'évolution de la redevance

Le montant de la redevance a significativement diminué ces dernières années: à l'approche

Il s'agit de la deuxième tentative de réduire le financement de la SSR

a expliqué celui qui a accédé au gouvernement en décembre 2022.

Sur ses motivations à l'époque, Albert Rösti a justifié son engagement par l'objectivité et l'équilibre des points de vue, qui ne sont pas toujours garantis par l'entreprise de service public. Mais il y a un moyen de corriger le tir sans devoir voter en faveur de l'initiative, qui va «trop loin» et menace l'existence de la SSR, 3000 postes de travail et la couverture médiatique dans les régions. «Nous devons faire particulièrement attention à cet élément lors de la prochaine concession, qui sera accordée en 2029», complète le ministre de 58 ans.

Encore faut-il gagner devant le peuple (ou à la majorité des cantons) d'ici là. Alors que l'initiative «No Billag» était déjà refusée par 58% des sondés lors des premières prises de température (score final 71% de non), la partie est bien plus équi-

librée cette fois. Et l'argument de la défense des minorités linguistiques, central dans l'argumentaire du Conseil fédéral, n'est pour l'heure pas payant: les scores sont très similaires dans tout le pays, sans mobilisation particulière au Tessin, dans les Grisons ou en Suisse romande.

Reste l'argument que la SSR devra de toute manière réduire la voilure: avec le contre-projet du Conseil fédéral, la redevance va descendre à 300 francs par ménage d'ici 2029 et surtout épargner une grande partie des entreprises. «Seules les plus importantes devront encore passer à la caisse, ce qui ne représente que 20% d'entre elles», a assuré Albert Rösti lors d'une conférence de presse étonnamment courte, tous les regards étant tournés vers Davos. La situation va bien changer ces prochaines semaines, qui diront si le «gagnateur» de Frutigen portera une nouvelle fois le bon maillot. **AS**

Une redevance réduite à 300 francs représente déjà un défi de taille pour la SSR. Dès

2029, elle prévoit des rentrées réduites de 270 millions de francs chaque année et la suppression de 900 postes à plein temps.

5 Que disent les initiants?

En campagne, les partisans voient dans leur proposition une manière de soulager financièrement les ménages suisses et une adaptation nécessaire, puisque «de moins en moins de personnes consomment les programmes de la SSR», selon eux. Cela vaut particulièrement pour les jeunes qui, assurent-ils, lui préfèrent Netflix et YouTube.

Pour le camp du oui, l'assujettissement des sociétés à la redevance est une «double imposition injuste». Les partisans

du texte souhaitent aussi la contraindre à se «focaliser sur son mandat clé» de service public, rempli selon eux lorsqu'un programme «fournit un service indispensable à la collectivité».

Un oui dans les urnes laisserait dans les caisses 850 millions de francs, somme jugée plus que suffisante pour remplir ce mandat clé. D'autant que selon les initiants, en Suisse, le paysage médiatique privé est suffisamment vivant et diversifié pour permettre à la population de se forger son opinion.

6 Que disent les opposants?

Une réduction aussi radicale des recettes menace la «diversité et la qualité du service public médiatique en Suisse», rétorquent les opposants, soulignant l'importance d'une information fiable, sûre et digne de confiance pour la démocratie suisse et la cohésion de ses régions.

La SSR est l'unique groupe médiatique couvrant toute la Suisse et qui, avec la redevance, n'a pas à tenir compte du nombre de clics ou des intérêts de ses actionnaires. En clair, pour les opposants au texte, elle est garante d'une information indépendante et de qualité au service du public.

S'agissant de la redevance assumée par les entreprises, la SSR écrit que l'économie suisse profite elle aussi de ses services. La directrice générale du groupe, Susanne Wille, ajoute qu'un affaiblissement du média public ne renforcerait personne. «Ceux qui en profiteraient, ce sont les acteurs étrangers», a-t-elle relevé. **I**

Albert Rösti, capitaine contre son propre camp

Le ministre de la Communication a défendu hier le contre-projet du Conseil fédéral, alors qu'il est lui-même toujours membre du comité d'initiative.

C'est une spécificité de la politique suisse qui rappelle le football dans la cour de récréation, lorsqu'un enfant passait d'une équipe à l'autre en cours de match: Albert Rösti a dû lui-même défendre le contre-projet du Conseil fédéral en tant que ministre en charge du dossier, alors qu'il était à la base de l'initiative.

Les journalistes, auxquels le Bernois a enfin pu faire face après une semaine bouleversée par une gastro-entérite qui a annulé sa visite au WEF de Davos, n'ont pas manqué de le lui rappeler. «Je suis encore officiellement dans le comité d'initiative parce qu'il n'est pas possible d'en sortir, même en tant que conseiller fédéral»,